

Le tout répressif sape les relations police-population

Au centre de l'organisation policière depuis les réformes Sarkozy, la politique du chiffre a orienté l'action de la police quasiment uniquement vers la répression, compliquant fortement ses relations avec la population.

« J'en ai marre de faire partie des forces de l'ordre. Moi ce que je voulais, c'était être une gardienne de la paix. » A 37 ans, dont 17 dans la police, Julie* est amère. Depuis la mise en place de la politique du chiffre et les suppressions d'effectif massives par Nicolas Sarkozy entre 2007 et 2012, elle a l'impression d'avoir perdu le sens de sa fonction. « Ça fait des années qu'on enchaîne les tâches, qu'on a le temps pour rien. » Une tendance qui s'est aggravée avec le contexte social de ces dernières années. « Quand on fait du contrôle, les gens nous respectent de moins en moins. Notre autorité est tout le temps remise en question, déplore-t-elle. Avec le confinement c'est encore pire ! On est devenu le visage de la privation de liberté pour certains, alors que c'est dur pour nous aussi ! Mais en même temps, il faut bien avouer qu'on fait bien plus de répression que de prévention et qu'on n'a pas souvent l'occasion de parler aux gens ».

Avec une moyenne d'une intervention toutes les dix secondes s'ajoutant aux missions de patrouille, de maintien de l'ordre et aux formalités administratives, les 150 000 agents de la police française sont très sollicités. Pas toujours pour les bonnes raisons d'après certains. « Depuis 2002, notre classe politique met la sécurité au cœur de tous les enjeux et pour ça, elle instrumentalise la police », dénonce Philippe*, un ex officier de police judiciaire parti en détachement au ministère de la Justice après 25 ans de carrière.

A cette demande politique croissante s'ajoutent les nombreux mouvements sociaux de la dernière décennie et les 13 000 postes perdus entre 2007 et 2012. Résultat : une urgence permanente. « On saute d'une intervention à une autre sans jamais avoir le temps de prendre contact, de discuter, d'apaiser. Le tout répressif devient notre seule réponse parce qu'on n'a plus le temps. », explique Philippe.

Or, d'après Idris*, policier quarantenaire habitué des sorties médiatiques, avec les réseaux sociaux, « la population est bien plus attentive à nos actions, donc on aurait besoin de faire de plus en plus de pédagogie, mais sur ces réseaux c'est au contraire nos erreurs qui ressortent le plus ». Au point de faire conclure sombrement à Julie qu'« avec tout ça, on a perdu le respect et même la crainte du policier qu'on pouvait inspirer. Les gens ne nous abordent plus comme à l'époque, car quelque chose est cassé. »

« J'ai des collègues qui font n'importe quoi. »

Cette cassure ne semble pas partie pour se résorber dans le futur, au contraire. La police manque de recrues pour combler les insuffisances de ses effectifs. En conséquence, le niveau de sa formation baisse et celui des policiers de demain aussi. En 2020, un candidat sur cinq a été reçu au concours de gardien de la paix, contre un sur 50 en 2012. Le temps passé en école a été réduit de douze mois à huit en juin 2020. « On a des gens qui arrivent à l'école de police qui sont moins bons qu'avant et en plus on les forme moins. Forcément ensuite j'ai des collègues qui arrivent sur le terrain qui ne sont pas bons

du tout et qui font n'importe quoi... » déplore Jean-Luc*, brigadier-chef dans une ville de l'est de la France.

La nouvelle génération a aussi souvent une vision différente de la police, plus marquée par la culture répressive. Formées pour remplir les nombreux services d'intervention ouverts ces quinze dernières années dans la lignée des brigades anticriminalités (BAC), ces nouvelles recrues souhaitent bien plus fréquemment intégrer celles-ci que police-secours (l'unité chargée de répondre aux appels au 17). Une appétence source de friction avec certains de leurs aînés et peu encline à permettre un apaisement des relations avec la population.

Ce cocktail tourne parfois au tragique une fois ces jeunes policiers armés. Claire Dujardin, avocate toulousaine spécialisée dans le maintien de l'ordre, voit ainsi augmenter fortement les dossiers de blessures involontaires commises par des policiers ces dernières années. « Souvent le problème vient des BAC, qui ont tendance à agir de manière bien plus impulsive et moins cadrée. » Au printemps 2017 à Toulouse, lors de mouvements étudiants, un jeune venant de dégrader une station de métro s'est fait interpeller par un membre d'une de ces unités. Arrivé au contact de l'étudiant, le policier a sorti une grenade de désencerclement pour le menacer. Elle a explosé dans sa main, défigurant l'interpellé et faisant perdre sa main au fonctionnaire. « Pour moi, c'est un cas emblématique des ravages que peuvent provoquer le manque de formation et les difficultés dans l'usage des armes. », conclut-elle.

« On se vit comme une forteresse assiégée »

Au sein de la police, les voix exprimant des critiques sont rares. Astreints au devoir de réserve, les policiers ne parlent jamais en leur nom et leurs syndicats portent généralement des causes différentes. « Les syndicats n'ont rien vu. Ils n'ont pas fait le travail de fond qui doit être le leur, » peste Philippe. « Beaucoup mènent une politique du « eux contre nous », qui nous amène à nous vivre comme une forteresse assiégée, à considérer qu'on doit gérer nos problèmes seuls, entre nous », abonde Idris.

Cette loi du silence, Julie en a expérimenté les effets. Constatant des exactions commises par ses collègues, elle en a fait part à sa direction, qui l'a ignorée. A l'inverse, les auteurs ont été mis au courant et lui font désormais payer. Depuis, elle n'obtient pas sa mutation, malgré les conditions délétères. « Ils attendent que je craque, que je m'en aille. Pour eux je suis une traître », décrit-elle.

Avec une chape de plomb si lourde pour couvrir leurs voix et des syndicats défailants, difficile pour les fonctionnaires de police de se faire entendre. Alors que le Beauvau de la sécurité doit apporter des réponses à leurs doutes, l'ampleur des changements nécessaires pour améliorer les relations entre la police et la population fait douter des résultats de cette consultation. Particulièrement à 1 an et demie des élections.

*Les prénoms ont été changés.

Encadré : Les gendarmes sur la même pente

« Il y a clairement une différence de traitement entre la police et la gendarmerie. Pourtant nous faisons le même métier. C'est surtout dû au fait que nous travaillons la plupart du temps en campagne, nous n'avons pas la même population à gérer. Il y a notre côté militaire, qui nous rend peut-être carrés. Nous sommes aussi mieux ancrés dans nos lieux de travail puisque nous connaissons souvent les gens en dehors du cadre professionnel. Mais j'ai peur que cela se perde avec la baisse de niveau des formations. Ces dernières années, certains jeunes gendarmes sont moins respectueux, que ce soit vis-à-vis de leurs gradés ou de la population. Cela pose un problème, car je suis convaincu que si la gendarmerie est autant appréciée, c'est aussi parce que nous parlons aux gens avec respect. »

Grégory*, gendarme depuis une quinzaine d'années dans le centre de la France.

*Le prénom a été changé.

Les BAC, talon d'Achille du maintien de l'ordre

Ces dernières années, de nouveaux types d'unités sont employés en France pour faire face aux nouvelles formes de manifestation. Plus petites et moins formées que leurs homologues CRS, elles concentrent les critiques.

« On reçoit des cailloux, des pavés, on nous menace de mort. Tout ce qu'on nous dit, c'est qu'il faut tenir. » Il est 17h ce mois de décembre 2018. Elsa* a peur. Seulement équipée d'un casque de moto et de protèges tibias qu'elle a acheté quelques heures plus tôt à GO Sport, c'est la première fois qu'elle fait du maintien de l'ordre. Face à elle, une foule en gilets jaunes. « Ça dure des heures. La nuit tombe et tu n'as aucune idée de ce qu'il peut se passer. » Pas un seul supérieur à ses côtés : l'ordre de dispersion sera transmis par radio. « A ce moment, c'est comme si on ouvrait la porte de la cage d'un fauve, relate Elsa S, on est lâché d'un coup, sans aucun encadrement, sur des gens qui nous menacent depuis des heures. Forcément, il y a des collègues qui en ont repérés, qui vont leur tomber dessus et si quelqu'un filme, ça va faire le tour des réseaux. »

Une aberration en termes de maintien de l'ordre. Pourtant, ces situations se répètent ces dernières années en France. Depuis 2016 et le mouvement social contre la loi Travail, la doctrine de gestion de la foule a changé. « Les manifestations sont plus longues, plus fréquentes et beaucoup plus dures à gérer depuis qu'elles sortent du cadre syndical traditionnel, décrypte Claire Dujardin, avocate spécialiste des questions de maintien de l'ordre. Ajouté aux problèmes de réduction d'effectifs, les forces de l'ordre ont cherché des méthodes pour s'adapter, mais le résultat n'est pas bon. »

« Moi je n'irais pas intervenir sur un cambriolage »

Ainsi, de nombreuses unités non spécialistes sont employées en manifestation depuis quelques années. Selon le Parquet de Paris, elles sont impliquées dans les trois quarts des procédures de violence policière en manifestation. Les raisons sont multiples : manque de formation, d'encadrement et d'équipement, amenant à compenser par des techniques de gestion de la foule plus au contact.

« Moi je n'irais pas intervenir sur un cambriolage, je ne suis pas formé pour. Je regrette beaucoup que les choses ne soient pas pareilles dans l'autre sens, déplore Christophe*, CRS depuis 21 ans. Nous, en compagnie complète, on est 70. On a un roulement : ceux qui dispersent ne sont jamais ceux qui sont restés devant à se prendre des projectiles. C'est un moyen de limiter les violences. Les nouvelles unités, ils sont une vingtaine et moins bien équipés, donc forcément, c'est beaucoup plus dur. »

Ces nouvelles unités sont donc au cœur des problèmes actuels du maintien de l'ordre en France. Mais leur présence en manifestation semble vouée à se perpétuer : les dernières mesures gouvernementales l'ont officialisée et entérinée. La question est désormais de savoir si cela provoquera un nivellement par le haut, avec des nouvelles unités et stratégies qui arriveront de mieux en mieux à éviter la violence, ou par le bas, avec un niveau de violence de plus en plus élevé en manifestation.

* Les prénoms ont été changés